

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1992>



Adrien Martinez : rompre avec cette logique de guerre

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Conseils Nationaux - CN 2015-2016 - Conseil national des 17 et 18 novembre 2015 -



Date de mise en ligne : jeudi 19 novembre 2015

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

À ce jour, le bilan du massacre survenu à Paris le vendredi 13 novembre est de 129 mort-e-s. Et c'est insupportable. Par cette tuerie ignoble, Daesh importe sur notre territoire l'horreur qu'il fait vivre aux populations en Syrie, en Irak, au Kurdistan. Et ces personnes qui sont mortes vendredi soir, c'est nous. Nous, à une terrasse d'un café. Nous à un concert. Nous nous rendant au stade. C'est le peuple. Dans sa diversité.

129 mort-e-s ici. À Paris. C'est insupportable. Tout comme les 43 mort-e-s des attentats survenus à Beyrouth jeudi 12 novembre, ou les 100 personnes tuées mi-octobre à Ankara. Tout comme les 150 personnes qui meurent quotidiennement en Syrie depuis mars 2011.
250 000 morts depuis le début du conflit.

Que dire après tout ça, quand nous sommes collectivement saisi d'effroi ?

Il est pourtant urgent de penser ce qui s'est passé. Penser l'ensemble des éléments qui ont conduit à cette horreur. Penser collectivement. Pour agir.

Le gouvernement a très rapidement pris un certain nombre de décisions fortes dont celle de l'intensification des frappes au Moyen-Orient, choix qui se situe dans la droite ligne de la logique de guerre qui prévaut depuis plusieurs années.

Car la guerre n'a pas commencé vendredi. Elle existe depuis près de 30 ans. En Afghanistan, en Irak, où les Etats-Unis et leur alliés sont intervenus militairement et ont déstabilisé des régions entières devenues ainsi un terreau favorable pour le développement de groupes politiques fanatisés. Depuis 2011, La France a elle lancé quatre opérations extérieures, en Libye, au Mali, en Centrafrique et en Irak, aujourd'hui étendu à la Syrie, tout en en bouclant une autre en Afghanistan. La France est en guerre depuis quatorze ans de manière continue. Une guerre qui ne dit pas son nom. Une guerre dont on discute peu.

Cette logique de guerre s'est révélé inopérante à régler la question terroriste. Car elle ne s'attaque pas aux raisons profondes des situations de violences que vivent les peuples dans ces régions, qui tiennent à un régime d'inégalités généralisées. Elle les a même amplifié, augmentant du même coup les forces terroristes.

Il y a eu Al Qaida, née de la déstabilisation de l'Afghanistan. Puis Daesh qui apparaît sur les décombres de la guerre en Irak. L'intervention française au Mali contre l'Aqmi n'a pas empêché un an plus tard Boko Haram de tuer des milliers de personnes en janvier dernier. Quel sera le produit de l'intervention française décidé aujourd'hui ?

Dire cela n'est pas dire qu'il ne faut rien faire. C'est juste rappeler que la réponse guerrière est inefficace contre les mouvements terroristes. Il n'y a pas un seul exemple de réussite. Donc le choix de l'action doit être autre. Rompre avec cette logique de guerre est indispensable pour éviter de s'enfermer dans une guerre sans fin.

Il faut donc faire le choix de la justice, de la lutte contre les inégalités économiques, sociales et environnementales. Faire le choix des armes de la paix, en tissant les liens, diplomatiques et de solidarité avec les populations qui se battent là-bas pour plus de justice sociale, en agissant contre les soutiens économiques des terroristes dont certains sont des alliés historiques des pays occidentaux. Faire de la politique.

Ces mots peuvent paraître difficiles à porter, tant on subit quotidiennement les discours bellicistes d'une large part de l'arc politique et la grande majorité des médias, qui s'affranchissent largement d'une analyse sérieuse du réel.

Pourtant, ces mots, dans la période doivent être énoncés pour convaincre que la réponse durable à la situation de violence ignoble que nous avons vécu et que vivent là-bas les populations passent impérativement par d'autres choix. C'est certainement, aujourd'hui, la voie que doit suivre le mouvement social, et donc le syndicalisme.